



## Déclaration CGT au CCE IBM-France du 21 mars 2018

### Consultation sur les orientations stratégiques et la GPEC de la Compagnie IBM France SAS

C'est d'abord avec étonnement puis avec une certaine colère que nous avons découvert page après page le rapport SECAFI sur les « Orientations stratégiques et la GPEC » en vue du CCE du 21 mars 2018.

Concernant les expertises demandées par des représentants du Personnel, notre conception est qu'elles doivent être réalisées avec objectivité :

- en fonction des éléments apportés par la direction de l'entreprise lors des entretiens, mais aussi des refus de transmission de certaines informations qui donnent, en creux, une perception des sujets que l'entreprise ne souhaite pas aborder ou approfondir avec l'expert,
- en fonction également de l'ensemble des connaissances de l'expert sur le climat économique en France, sur les potentialités du marché dans la branche concernée, tant nationales qu'internationales,
- sur l'analyse de la concurrence et les positionnements respectifs des acteurs,
- sur le vécu des salariés de l'entreprise, sur la politique « RH » et sur les conséquences sur les salariés des mesures mises en œuvre par l'employeur pour imposer ses restructurations et réorientations stratégiques.

Or l'étude du document SECAFI révèle un rapport dithyrambique sur l'avenir radieux d'IBM qui en 2018 réussirait tout d'un coup à combler ses carences, à rattraper la concurrence et à pallier les erreurs et retards stratégiques des années passées. Comment SECAFI peut-il reprendre à son compte les déclarations que lui ont faites les dirigeants d'IBM, et produire au final un document « marketing » qui semble plus destiné à des prospects qu'aux représentants du personnel d'une entreprise qui a détruit plus de 50 % de ses effectifs en 16 ans de 2002 à 2017 ?

- Dès le début, l'histoire d'IBM semble réécrite pour protéger son image de marque : « *Si la Compagnie a pu traverser ce siècle et survivre à toutes les crises qu'elle a rencontrées, c'est parce qu'elle a pu se transformer sans renier ses fondamentaux* ». C'est doublement inexact : depuis 1992, elle a renié le maintien des emplois qui était l'un des principaux leitmotivs des dirigeants de l'époque précédente ! La DRH actuelle devrait s'en souvenir. Et si IBM a survécu, c'est bien plus par sa puissance financière que par sa capacité à anticiper les orientations stratégiques et industrielles d'avenir et à innover,
- Si IBM conserve une recherche fondamentale et appliquée efficace, mais pas en France, force est de constater qu'IBM court après ses principaux concurrents dans quasiment tous les domaines,
- IBM n'investit plus opérationnellement en France et ne porte plus actuellement aucun projet d'avenir pour les établissements régionaux historiques d'IBM France SAS et pour leurs salariés qui relèvent de la Convention Collective de la Métallurgie.

SECAFI semble baser son optimisme, plus béat qu'argumenté, sur sa confiance dans la direction pour mener tambour battant des restructurations à la hache, facilitées hélas par des accords d'entreprise signés en rafale et qui ne font que cautionner les destructions d'emplois sans jamais ouvrir de perspective pour les salariés. Ce dont l'expert se félicite illico en notant que « les représentants du personnel jouent le jeu du dialogue social » !

Comment un expert peut-il passer à côté de l'ambiance générale et persistante ? Si encore il y avait des embauches conséquentes ! Mais les quelques recrutés et les nombreux apprentis qui atterrissent pour la plupart dans les filiales de Convention Collective Syntec, après un passage éclair par la case IBM France pour faire diversion, ainsi que les RCC qui déstabilisent encore plus la pyramide des âges d'IBM France, ne peuvent en aucun cas laisser croire à une « croissance » d'IBM France et à un renouveau industriel au sens moderne du terme.

Quant à la GPEC qui a pour objectif à fin 2020 de faire fondre d'encre encore environ 2000 salariés l'effectif d'IBM France, l'expert ne serait-il pas en droit de se poser la question de la pérennité de la filiale française ? Et sur la cartographie des métiers à l'horizon 2020 et les passerelles que les salariés devraient pouvoir utiliser, pour lesquels la direction ne communique ni plan ni budget ?

Les salariés qui ont démontré leur engagement et leur adaptabilité depuis des décennies méritent autre chose que la condescendance ou le mépris. La CGT se pose donc toujours la question : à qui et à quoi sert la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences à IBM France ?

La CGT n'a pas toujours été d'accord avec les analyses présentées par SECAFI : c'est normal et même rassurant. Mais le dernier rapport remis au CCE montre que SECAFI s'est totalement déconnecté du terrain, de la réalité des salariés, et de la réalité de la filiale Française d'IBM.

Non, résolument, la CGT IBM France ne « jouera » pas au pseudo dialogue social tant qu'il n'y aura pas d'investissement opérationnel en France associé aux orientations stratégiques, tant qu'il n'y aura pas de budget de formation et de reconversion associé à la GPEC. Et les directives US de la Corp. ne justifient pas tout.

La CGT s'oppose donc aux destructions d'emplois à IBM France SAS qui laissent des salariés au bord de la route ou dans l'impasse, qui se font à chaque fois au détriment de la collectivité de travail, mais qui sont aussi nuisibles à l'économie française ainsi qu'aux financements actuels et futurs (branche Dépendance ?) de la solidarité nationale.